

LA PRÉCARISATION DES CLASSES MOYENNES

Entretien avec Christophe GUILLUY

Depuis la publication de La France périphérique et du Crépuscule de la France d'en haut, le géographe Christophe Guilluy critique « un monde d'en haut », bénéficiaire des effets de la mondialisation, porteur d'une société ouverte et multiculturelle, mais cultivant les priviléges de l'entre-soi, aux antipodes de ce qu'il prône. Dans son dernier livre, No society, il rend compte de l'impasse d'un système économique libéral qui, après avoir sacrifié les ouvriers et les paysans sur l'autel de la mondialisation, est en train de détruire les classes moyennes.

Que reprochez-vous à cette élite mondialisée présente dans toutes les grandes métropoles ?

■ **Christophe Guilluy:** Une précision, je ne parle pas spécifiquement de l'élite mais plus largement du monde d'en haut. Quand on fait de la morale, il faut être moral, il faut vraiment assumer une éthique de vie. Quand vous commencez à expliquer où est le bien, comment se comporter, comment il faut vivre ensemble, il vaut mieux éviter d'être en contradiction absolue avec ce qu'on fait et la manière dont on vit... Or, tous les milieux de pouvoir et d'influence prétendument d'ouverture sont en fait les milieux du plus grand grégarisme social, voire ethnique. La presse, la culture, l'université, tous les milieux de l'*open society* sont ceux qui vivent la forme la plus importante de grégarisme social, ceux qui habitent évidemment dans les grandes villes (là où ça se passe); ils sont, qui plus est, composés presque exclusivement de personnes blanches, issues des mêmes catégories sociales, etc. Leur discours d'ouverture et de brassage culturel n'est qu'une supercherie qui leur donne bonne conscience, sans aucun engagement concret de leur part.

Vous résumez cette disparition de la classe moyenne par le slogan de Margaret Thatcher prononcé en 1987 : « There is no society. » Qu'en tendez-vous par là ?

■ Chr. G. : Depuis vingt ans, je constate que le modèle économique libéral a d'abord sacrifié les ouvriers puis les paysans, les territoires industriels puis certaines zones rurales et enfin de nombreuses petites villes moyennes ; quand on met bout à bout ce qu'on appelle ces marges, on se rend compte que ce ne sont pas du tout des marges, mais un ensemble beaucoup plus vaste, qui touche le cœur de la société elle-même, et qui porte les valeurs de la société occidentale. Je désigne par « classe moyenne » cet ensemble de la population qui n'est pas seulement défini par une question de revenus ; quand elle se portait bien, deux Français sur trois, l'ouvrier, l'employé, le paysan et le petit fonctionnaire avaient l'impression de faire partie d'une catégorie qui était précisément cette classe moyenne, avec toutes les vertus de la classe moyenne, c'est-à-dire l'intégration économique et sociale, l'intégration politique avec des partis politiques vraiment représentatifs et une intégration culturelle avec un partage de goûts et de valeurs. La classe moyenne était porteuse de l'espérance d'une contribution au bien commun et d'une ascension sociale possible, avec l'idée que les enfants auraient un avenir meilleur. Ce concept de classe moyenne comme catégorie intégratrice et porteuse des valeurs de la société existe aujourd'hui. Les valeurs de la société occidentale ne sont pas abstraites, elles sont portées par des acteurs réels. Ce ne sont pas nos modèles d'intégration qui dysfonctionnent aujourd'hui, mais la classe sociale qui les incarnait. On a exactement les mêmes problématiques et les mêmes débats en Scandinavie, en Allemagne, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, bien que les modèles soient différents, car partout la classe moyenne est laminée. L'*American way of life* a été incarné par les ouvriers américains, pas seulement par l'élite américaine, pas seulement par Hollywood. De la même manière, en France, les questions de laïcité, de comportements dans l'espace public, les relations entre hommes et femmes, etc. s'incarnaient dans les classes moyennes et populaires. On n'adhère pas de manière abstraite à un modèle d'intégration, mais on cherche à ressembler à ceux qui l'incarnent : l'immigré ou l'étranger ont envie de ressembler à leur voisin – à quelqu'un de concret qui travaille, à un logement, dont les enfants sont scolarisés, etc. Et, pendant longtemps, le voisin auquel l'immigration

gré avait envie de ressembler appartenait au socle de l'ancienne classe moyenne (l'ouvrier, l'employé, le petit fonctionnaire). On avait envie de lui ressembler parce que sa vie était respectable, parce qu'il était intégré économiquement et socialement, parce que les médias et le monde culturel le respectaient. Ce qui a complètement changé à partir des années 1980, c'est que ce représentant de la classe moyenne a été de moins en moins intégré économiquement et socialement, qu'il a basculé dans un statut de *looser*, or personne n'a envie de ressembler à un *looser*. Le monde culturel et médiatique, les intellectuels et les politiques se sont mis à vomir son comportement lui-même, avec des représentations outrancières autour de la figure du « déplorable » (Hillary Clinton) ou du « sans dent » (selon François Hollande). Le modèle d'intégration ne peut donc évidemment plus fonctionner ; il y a bien un dysfonctionnement de la société tout entière.

De passeur dans l'ascension sociale, le représentant des classes moyennes est devenu un repoussoir auquel personne ne veut ressembler ? Comment en est-on arrivé à un tel mépris de classe ?

■ Chr. G. : Personne n'a envie de ressembler à un déplorable, à un *looser*, à un beauf, à un type qui est au chômage ou qui risque un déclassement, et dont les enfants ne progresseront certainement pas, à quelqu'un qui vit replié, qui est xénophobe, etc. Qu'est-ce qui s'est passé pour que l'on en arrive à un tel mépris ? On fait des analyses sur la progression des inégalités, les problèmes d'intégration, les dysfonctionnements des banlieues, mais on reste calé sur le même modèle économique et sociétal libéral : donc rien ne change, sinon en pire. Je crois que le point essentiel avait déjà été repéré dans les années 1980 par Christopher Lasch, qui parlait déjà de sécession des élites. Margaret Thatcher était sur la même ligne en organisant le désengagement de l'État : il n'y a plus de société, il n'y a plus que des individus. C'est le plein accomplissement de la logique libérale. Mais ce qui est frappant, c'est que Thatcher ne s'est même pas rendu compte qu'on est allé encore plus loin. Il y a eu non seulement sécession des élites ultra-riches, mais également sécession des bourgeoisies (de droite comme de gauche), de ce que j'appelle le monde d'en haut, qui est plus vaste que ce qu'on appelle uniquement « les riches ». Un système ne peut perdurer que s'il est soutenu par des catégories beaucoup plus vastes que simplement quelques élites ultra-riches. Pour conforter

Mais la lutte contre les fractures sociales qui divisent le monde d'en haut et le monde d'en bas ne rejoint-elle pas la lutte contre la discrimination des minorités ?

■ Chr. G. : Ces luttes relèvent de logiques différentes. La lutte contre la relégation des banlieues est un phénomène minoritaire plus facile à gérer grâce à la redistribution des richesses ; tout le monde est d'accord pour reverser énormément d'argent aux banlieues dans le cadre des politiques de la ville, sans se poser d'autres questions. D'un point de vue technique, la restructuration urbaine (les démolitions et les reconstructions) me paraît être plutôt une réussite : on a réussi à rebâtir des quartiers laissés à l'abandon ; mais aucune analyse socioculturelle et démographique de fond n'a été faite. Or, vous ne pouvez pas traiter socialement ces quartiers si vous ne mettez pas sur la table la question des flux migratoires. À quoi bon investir à l'infini si, sur ces territoires, restent des sas où ceux qui réussissent sont en permanence remplacés par des précaires ; où rentrent des catégories précarisées venues du tiers-monde qui côtoient d'autres catégories elles-mêmes précarisées, et ceci quelle que soit leur appartenance ethnique ! Comme le sujet des flux migratoires reste tabou, le diagnostic social réel est impossible à faire, même dans les banlieues proches des grandes métropoles.

Dans le même temps, l'immense majorité des catégories populaires, qui vivent loin des métropoles, souffre désormais d'un abandon radical, d'un oubli qui se double d'un mépris de classe : ces gens-là ne seraient pas tant oubliés que méprisables – des gens qui n'ont aucun intérêt, dont on pense qu'ils vont silencieusement disparaître, parce qu'ils ne peuvent pas s'adapter au mouvement de la mondialisation, parce qu'ils sont trop vieux, trop rigides, pas assez mobiles. Pourtant, tout le monde vieillit, y compris en banlieue ! La France d'en haut qui ne connaît pas plus le monde des banlieues que la France périphérique pense par stéréotypes : rural signifie vieux et sédentaire, banlieue signifie jeune et agité. Ces représentations sont complètement caricaturales mais rassurantes. Le modèle économique libéral crée objectivement des richesses (le PIB de la France, mais aussi des pays européens, n'a cessé d'augmenter) mais il ne permet pas de faire société car il ne profite pas au plus grand nombre. La concentration des richesses dans les grandes métropoles est ainsi une réalité. Mais penser que la France périphérique va tranquillement disparaître par vieillissement et par désertification est une erreur. C'est la raison pour laquelle ma

un système, pour le reproduire, pour faire que des majorités soient réélues, il faut un peu plus que 1 % de la population. Or, il y a bien un monde d'en haut qui a fait sécession. Il ne l'a pas décidé délibérément ; tout cela s'est fait sur un temps long, parce que ce qui arrive aujourd'hui n'est pas conjoncturel. Il y a eu plusieurs processus : un *processus intellectuel* de mise à l'écart des catégories populaires, avec des logiques économiques, c'est-à-dire qu'en épousant le modèle liberal, on a abandonné la question sociale ; puis une *recomposition économique*, avec la concentration des emplois très qualifiés dans les mêmes lieux et, du coup, un regroupement des catégories supérieures dans les grandes villes, faisant qu'aujourd'hui les personnes qui habitent New York, Londres, Paris, Milan ou d'autres grandes métropoles se ressemblent, partagent les mêmes modes de vie, les mêmes conceptions d'une société ouverte et multiculturelle.

Notre modèle économique n'est pas complètement nul ; au contraire, d'une certaine manière, il marche encore. La création de richesses en France, en Europe, n'a cessé d'augmenter. Les riches sont devenus de plus en plus riches. Mais ils se retrouvent aujourd'hui coincés dans ces « nouvelles citadelles médiévales » que sont devenues les grandes métropoles. Citadelles, parce qu'il y a un enfermement géographique, mais aussi un enfermement culturel, aboutissant à un assèchement de la pensée. On reste dans l'entre-soi, et on est dans l'impossibilité de penser l'autre. L'autre, c'est la minorité qui vit encore dans les grandes métropoles ou les banlieues proches ; cet autre, représentant d'une minorité, est sublimé, il fait peur autant qu'il attire ; surtout, sa prise en compte ne remet pas le système en question. La rencontre de la nouvelle bourgeoisie avec l'immigré est une rencontre culturelle, mais ce n'est plus une rencontre de classe. En revanche, il y a un autre qu'on tient le plus possible à l'écart, il appartient à ce socle de l'ancienne classe moyenne, des petites gens qui vivent loin des métropoles et cette majorité-là (parce qu'elle reste majoritaire dans les pays développés) vit très loin des lieux de pouvoir économique et culturel, parce qu'il existe un grégarisme social de plus en plus fort. Cette mise à l'écart de la majorité de la population produit un effet de bulle, qui participe à l'assèchement de la pensée et au déni de la question sociale. Quand j'ai proposé le concept de France périphérique, le problème est que cette approche ne rentrait plus dans les logiciels académiques car, dans les universités, on ne raisonnait plus qu'en termes de minorités.

géographie a gêné : elle donnait à voir non pas des marges mais un tout. Pour représenter ces territoires majoritaires, je me suis affranchi de la typologie de l'Insee qui divise artificiellement les territoires. En effet, diviser la population entre ruraux et urbains, c'est omettre qu'un urbain à Paris n'est pas dans la même situation qu'un urbain à Saint-Dizier ou à Charleville-Mézières, qu'il n'y a pas de différences entre les gens qui vivent dans les petites villes et ceux qui vivent en zone rurale – ce sont les mêmes populations avec les mêmes destins, les mêmes problèmes de mobilité, de faibles revenus et d'endettement. La question de l'accès à l'université et à l'enseignement supérieur, par exemple, devient problématique pour toute cette population qui vit loin des grandes métropoles. Les logiques de marché sont implacables. L'époque où l'on pouvait payer une location de chambre de bonne à Paris pour que son fils ou sa fille puissent y faire ses études est révolue quand on provient d'un milieu modeste. Les dernières mobilités sociales en milieu populaire sont celles des milieux populaires qui vivent dans les banlieues des grandes villes : il y a plus de mobilité sociale en Seine-Saint-Denis (même si elle reste évidemment réduite, ce qui est une constante en milieu populaire, car la norme est que, lorsque l'on naît en milieu populaire, on meurt en milieu populaire ; ce qui n'est pas un drame quand on reste intégré économiquement et culturellement) que, par exemple, dans la Creuse : c'est une tendance de fond. On a quand même aujourd'hui des indicateurs assez précis sur ces phénomènes, on ne peut plus les euphémiser, comme le font encore certains.

Si les classes dominantes ne cherchent plus à faire société, en détruisant tout processus d'intégration, en ostracisant les classes moyennes, ne se fragilisent-elles pas elles-mêmes en sciant la branche sur laquelle reposent leur pouvoir ? Elles ne pourront pas jouir indéfiniment des bienfaits de la mondialisation, comme le montre la montée des populismes ?

■ Chr. G. : En effet, je pense que les classes dominantes (la bourgeoisie de gauche et de droite qui a voté Macron) se condamnent elles-mêmes. Je crois être aujourd'hui le seul à dire que, sur le long terme, ce sont les milieux populaires qui vont gagner, c'est-à-dire ce socle de l'ancienne classe moyenne. Toute société, qu'elle soit démocratique ou totalitaire, ne peut faire l'économie du peuple lui-même. Parce qu'il y a ce que j'appelle le mouvement réel de la société. On m'a reproché de refuser le

débat idéologique ; ce n'est pas une posture. Je pense que le débat idéologique tel qu'il est mis en place (l'opposition entre gauche et droite, etc.) vise en fait à s'extraire du mouvement réel de la société et à faire l'impasse sur la question sociale. Ce mouvement réel de la société est porté justement par l'ensemble de ces catégories modestes. On part toujours du principe qu'on va pouvoir mettre à l'écart ceux qui ne s'adapteront pas à la mondialisation, mais on ne peut mettre à l'écart que des minorités, des exclus. C'est d'ailleurs bien pourquoi le pouvoir met souvent en avant les marges qui ne menacent pas le système mais qui, d'une certaine façon, l'entretiennent. Mais le mouvement réel de la société ne s'arrête pas pour autant : il y a des gens qui se lèvent tôt le matin pour aller travailler ou chercher du boulot loin de chez eux ; il y a des territoires abandonnés par l'Etat qui s'organisent, des solidarités qui se tissent ; bref, la société n'a pas disparu. Elle n'est simplement plus représentée par les élites, plus représentée politiquement et culturellement (ce que les partis populistes ont bien compris). On est arrivé aujourd'hui à un moment très particulier dans l'Histoire où le monde d'en haut ne parle absolument plus au monde d'en bas. C'est pourquoi je parle d'a-société. Le Parti communiste, ce n'était pas seulement un électorat ouvrier, c'était aussi des intellectuels, des journalistes, etc. qui parlaient au nom des classes ouvrières, des travailleurs modestes. Aujourd'hui, on a un monde intellectuel, un monde d'en haut, qui ne parle pas « au nom de », mais qui veut rééduquer le peuple, changer le peuple. C'est une folie absolue. Il est temps d'ouvrir les yeux : cela ne marchera pas. Désormais, le modèle libéral économique, social et culturel tend aussi à fragiliser le monde d'en haut. Car s'il ne veut pas aller au peuple, le monde d'en haut va quand même devoir y aller. Vous avez aujourd'hui des catégories supérieures qui sont elles-mêmes fragilisées (les journalistes, les enseignants, etc.) ; on ne peut pas imaginer un système durable qui ne conforterait *ad vitam aeternam* qu'une petite fraction de la population. Bien sûr, il existe une ultime réaction de défense : la tentation d'un totalitarisme soft ; on se raidit, on fascise l'autre que l'on méprise. L'antifascisme est une arme de classe. Cette idée qu'aller au peuple, c'est faire le lit du populisme et du fascisme, vise deux choses : à délégitimer le diagnostic du peuple et à ostraciser ceux qui seraient prêts à relayer ce même diagnostic. C'est une technique qui peut marcher un temps ; mais, quand le mouvement réel de la société devient trop visible, c'est intenable. C'est surtout une très mauvaise stratégie parce que, si vous avez dans l'idée d'avoir une quelconque influence sur le peuple, il faut

commencer par le respecter. Or, nous vivons un moment de l'Histoire où le lien avec le peuple est rompu dans les deux sens: la sécession du monde d'en haut, mais aussi une défiance généralisée du monde d'en bas qui n'écoute plus personne. Nous disposons de deux solutions. Soit on est du côté du totalitarisme soft, on se raidit et on fascise la majorité de la population; soit on décide de faire baisser un peu la tension, et on écoute un peu ce que les gens d'en bas ont à dire.

Quelles sont les demandes à écouter pour apaiser le climat social?

■ Chr. G.: Les gens d'en bas ne nous disent pas qu'ils sont pour le repli identitaire, qu'ils sont contre tout ce qui vient d'ailleurs: au quotidien, ils nous prouvent tout le contraire. Ils ne veulent pas la guerre civile, la vague d'attentats n'a générée aucune réaction violente ; cela ne signifie pas que les tensions n'existent pas. Sur la question du rapport à l'autre, les classes populaires sont d'une extrême subtilité: elles ne veulent pas disparaître mais ne basculent pas non plus dans la violence. Elles ne sont pas non plus dans une logique de refus de l'économie de marché par principe. Les classes ouvrières et les catégories modestes ont pendant longtemps joué le jeu de l'Europe et celui de la mondialisation. Mais elles ont fait un constat: ce modèle libéral dans sa logique financière et mondialisée crée des tensions économiques, sociales et culturelles qui les fragilisent; désormais, l'avenir de leurs enfants n'est plus assuré; on leur parle toute la journée de mobilité, mais eux, ils vivent dans des territoires où la sédentarisation contrainte est la seule pratique effective. C'est ce diagnostic-là qui les incline à penser que le modèle libéral ne redistribue pas les richesses qu'il est censé créer : il faut donc adapter ce modèle. L'adaptation se fait d'abord par la demande urgente de protections sociales. Les catégories populaires demandent l'assurance d'avoir du travail (et non pas un revenu universel), une sécurité sociale (donc le maintien d'un Etat providence fort) et, enfin, une régulation des flux migratoires. Dès que j'ai parlé de la question des flux migratoires, le réflexe a été de faire croire que je l'ethnicisais, alors que nous avons par rapport à cette question des souhaits identitiques. De haut en bas de l'échelle sociale, et quelle que soit notre origine ethnique, nous désirons la même chose: vivre en paix, c'est-à-dire partager un socle de valeurs communes, ce qui signifie aussi préserver son capital culturel. Personne ne souhaite devenir minoritaire, quelle que soit son origine.

Mais le problème n'est-il pas que de nombreuses communautés se vivent aujourd'hui comme des minorités agressées?

■ Chr. G.: Oui, c'est cela la société paranoïaque. À partir du moment où vous ne régulez plus rien, vous créez une angoisse: l'angoisse de devenir minoritaire, même quand vous ne l'êtes pas. La demande de régulation des flux n'émane pas de la bourgeoisie mais des milieux populaires. Cette régulation, c'est le sens de l'Histoire, elle est obligatoire et elle va s'imposer. Vous ne pouvez pas imaginer aujourd'hui la mobilité des hommes de la même manière qu'on la pensait dans les années 1950 ou 1960. Mais cette régulation n'est pas celle du Petit Blanc face à tous les autres; elle est celle de tout le monde. Non par volonté de guerre, mais par volonté de paix. Je régule, donc j'apaise. Si vous régulez les flux en banlieue – ce qui est une demande des habitants –, vous allez avoir un processus de vieillissement et, mécaniquement, d'apaisement. Et puis cette promotion de l'hypermobilité est devenue aujourd'hui complètement ringarde, car elle est déconnectée des besoins profonds des gens et elle est très insécurisante.

Vous pensez que l'on a trop négligé le besoin d'ancrage géographique et culturel, le besoin d'appartenance qui est peut-être aussi important que la possibilité de bouger?

■ Chr. G.: On voit bien les logiques de protection de classe, y compris dans la sémantique (ancre = repli identitaire = xénophobie). Donc, plutôt que de perdre son temps dans des débats idéologiques stériles (mobilité contre enracinement), basons-nous sur les besoins réels des personnes. Nous avons tous besoin d'ancre, aussi bien en banlieue qu'en zone rurale; il me semble que ce débat est déjà tranché. Le débat sur la régulation des flux migratoires, qui est devenu ultra-politisé, ultra-sensible, est en réalité lui aussi déjà tranché, partout dans le monde. Ce besoin de préserver un capital social et culturel est universel. Partout dans le monde, les élites souhaitent préserver le capital culturel de leur population, sauf en Europe occidentale. Mais celle-ci va bientôt reprendre le chemin du mouvement réel du monde. Actuellement, une certaine élite occidentale croit en la solution d'un revenu universel pour pallier la paupérisation. C'est, selon moi, une autre forme de mépris de classe: cette idée que les gens n'ont pas nécessairement besoin de travailler, du moment qu'ils sont de bons consommateurs... On est là

dans une représentation typique des élites d'Europe occidentale, qui est une perception complètement ringarde. Ce modèle-là est déjà mort. Je propose une révolution culturelle du monde d'en haut. L'avantage, c'est que cela ne coûte pas cher: il s'agit juste de faire l'effort de penser un peu contre soi-même. Mais il faut pour cela sortir du mépris de classe.

Le peuple n'est-il pas mis en garde contre l'élite par une nouvelle élite qui prétend parler en son nom? Si on prend l'exemple de Donald Trump ou des nouveaux chefs des partis populistes, ils n'ont rien à voir avec d'autentiques représentants du peuple? Le peuple n'est-il pas manipulé à son insu?

■Chr. G.: Les chefs de partis populistes se sont adaptés aux demandes du peuple. Il y a évidemment un risque, mais il ne faut pas non plus imaginer que le peuple est manipulable à ce point. La question n'est pas de savoir, par exemple, si Donald Trump est raciste, homophobe, etc., mais si la politique économique qu'il mène va permettre une réintégration du plus grand nombre: il est encore trop tôt pour juger. Je pense que les partis populistes (de gauche ou de droite) ont aujourd'hui la bonne méthode, qui est celle d'aller au peuple. Et l'un des meilleurs moyens de ne pas basculer vers les extrêmes, je le dis aux élus de gauche ou de droite que je rencontre dans toutes les petites villes et communes de France, c'est de faire le chemin d'aller chercher le diagnostic des gens d'en bas, y compris en entrant en concurrence avec ces populistes. Par exemple, je crois qu'il ne faut pas avoir peur d'aborder la question de la régulation des migrations. Les opinions sur la demande de régulation sont consensuelles, c'est-à-dire majoritaires dans la population. Pourquoi en faire un clivage idéologique? Il faut entrer en concurrence avec Matteo Salvini ou Donald Trump. Il ne faut pas leur laisser tout le diagnostic. Eric Zemmour n'influence en rien la société populaire, il s'en inspire tout simplement. Ce qui me frappe par exemple à l'université, c'est qu'il y a très peu de diversité intellectuelle. Animons le débat intellectuel, animons le débat politique, amenons de la diversité dans la pensée sans ostraciser systématiquement l'adversaire. C'est le meilleur moyen de faire baisser la tension, et surtout de ne pas laisser tout le diagnostic à ceux qui iront au peuple. Les populistes gagnent parce qu'ils vont au peuple. Qui empêche la droite, la gauche ou l'extrême gauche d'aller au peuple? Ce n'est pas facile, évidemment.

Pourquoi est-ce si difficile d'aller au peuple? Cela demande quelle conversion de posture, quelle révolution intellectuelle?

■Chr. G.: Cela nécessite de quitter une position de surplomb et de confort intellectuel, et d'aller à la rencontre des gens loin des sphères de pouvoir et d'influence. Quand j'ai commencé mon métier de géologue, j'étais très proche des communistes, je vivais dans un confort intellectuel et moral parfait; mais, par exemple, je n'abordais jamais la question culturelle et identitaire du rapport à l'autre que je trouvais trop sensible. Sauf que, quand on travaille dans les milieux populaires, la question de l'immigration et du rapport à l'étranger se pose immédiatement. Vous ne pouvez donc pas faire l'impasse sur cette question. Mais, contrairement à ce que l'on pense, elle ne se résume pas à l'affrontement binaire entre un supposé « camp du bien » et un supposé « camp du mal ». Je dis toujours: « Raciste le matin, fraternel l'après-midi. » Nous tous, d'en haut, d'en bas, de gauche, de droite, de n'importe quelle ethnie, cultivons en nous ces ambiguïtés: d'un côté, l'accueil; de l'autre, la volonté de préserver ce que nous sommes, notre capital culturel. Il faut au moins être d'accord avec ces présupposés; après, on peut discuter. J'ai toujours abordé ces questions sensibles en essayant de ne pas froisser l'autre, en essayant de me mettre à la place de celui qui peut être visé par mon discours. En écrivant aussi, je prends bien soin de ne blesser personne. Une fois qu'on a fait ce chemin-là qui est de prendre le risque de la rencontre, on peut aborder sans tabou n'importe quel sujet, y compris les plus sensibles. Je les ai abordés et je me suis retrouvé confronté à tous les petits Torquemada de l'Université.

Comme c'est difficile, les politiques n'ont pas trop envie d'aller au fond des choses. La question de savoir, par exemple, si le diagnostic est économique, social ou culturel est absurde; nous sommes tous des individus globaux avec de multiples dimensions qu'il faut donc honorer. On est donc obligé d'aborder tous les sujets à la fois, ce qui est plus compliqué. Du coup, les politiques préfèrent se désengager, ou se répartir les parts de marché (à la gauche, le social et les minorités; à la droite, l'économie et les petits Blancs). On n'arrive jamais qu'à des majorités relatives, on ne sort pas du délire paranoïaque et, surtout, on ne traite aucun sujet de fond. C'est le contraire qu'il faut faire: il faut s'approprier tous les sujets, plutôt que de déplorer après coup la mainmise des populistes.

Je suis quand même relativement optimiste aujourd’hui, parce que nos modèles intellectuels et économiques s’épuisent et nous conduisent vers une impasse qui rend nécessaire une transformation de nos schémas de pensée: tout le monde le constate. On surjoue la manipulation du peuple, précisément pour éviter d’aborder certains problèmes. Si vous refusez, par exemple, d’aborder la question culturelle ou identitaire au prétexte que cela risque d’exciter les gens, cela revient à les infantiliser, à les considérer comme xénophobes et violents par nature. Or, ils vivent déjà la cohabitation réelle et ils n’ont pas pour autant sorti les fusils. Ils ont même été plutôt calmes, rationnels et très subtils. C’est évidemment en allant vers ces catégories-là qu’on pourra s’en sortir, et non en imaginant qu’elles sont infantiles. L’infantilisation vient plutôt du monde d’en haut qui a produit ce discours binaire sur la « société close » et la « société ouverte ». On estime que le peuple est manipulable et on le caricature, alors que c’est plutôt du monde d’en haut qu’émergent les discours caricaturaux. On surjoue l’indignation vis-à-vis des populistes précisément pour ne pas aller à la source du populisme, et parce que cela nous conforte dans un discours qui empêche tout diagnostic.

Propos recueillis par Nathalie SARTHOU-LAJUS.



Retrouvez le dossier « Questions sociales en France »
sur www.revue-etudes.com

